



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11 juillet 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRANZ KAMINSKI FRANCE

rue Gérard Schmitt
52300 Joinville

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 juillet 2023 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI FRANCE implanté rue Gérard Schmitt 52300 Joinville. L'inspection a été annoncée le 26 mai 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection en objet a été programmée dans le cadre de la mise en cessation d'activité du site. Malgré les sollicitations de l'inspection dès le mois de mars 2023, cette visite n'a été rendue possible qu'au mois de juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANZ KAMINSKI FRANCE
- Rue Gérard Schmitt 52300 Joinville
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE en 2016, pour une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

Suite à la perte de contrat avec le principal client du site, la société FRANZ KAMINSKI FRANCE a été placée en liquidation judiciaire sèche par jugement du 6 mars 2023. Le site est par conséquent en arrêt d'activité depuis cette date.

L'inspection n'a pas eu connaissance de repreneur potentiel de l'activité.

L'étude de Me dechristé est en charge de cette liquidation judiciaire.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité (pollution des sols, déchets)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Notification de cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 1.4.7	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
4	Prévention des déversements de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 jours
5	Vidange des rétentions	Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 7.6.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mémoire de réhabilitation	Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a fait l'objet de vente aux enchères du matériel et des équipements encore présents.

Le site, de par son activité passée mettant en oeuvre de nombreuses substances polluantes et dangereuses, présente un risque fort de pollution des sols, et de la Marne longeant le site. La démarche de cessation d'activité est en cours par le liquidateur judiciaire en charge de ce dossier, mais nécessite d'être encadrée.

La gestion du site, dans ce cadre, a montré des dysfonctionnements notables (absence de surveillance des opérations de ventes, opérations de vidanges sauvages de produits polluants et dangereux ayant impacté les sols et exposant les personnes, risques de pollutions additionnelles imminentes depuis des rétentions non vidangées...).

Ces non conformités justifient la proposition d'une mise en demeure associée à des délais contraints, afin de prévenir des impacts prévisibles sur les personnes, les sols et les eaux de surface.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 1.4.7
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R 512- 74 du code de l'environnement pour l'application des articles R 512-75 à R 512-79, l'usage à prendre en compte est le suivant : un usage industriel.</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant est tenu d'en informer le préfet au moins 3 mois avant la date de celui-ci.</p> <p>La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site, - des interdictions ou limitations d'accès au site, - la suppression des risques d'incendie et d'explosion, - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement, - la mise en sécurité et démantèlement des équipements et installations de production, - un diagnostic de la pollution des sols et des eaux souterraines. <p>En outre, l'exploitant doit placer l'ensemble du site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-75 à R.512-79 du Code de l'Environnement.</p> <p>En particulier, les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux doivent être vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées.</p> <p>Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées, elles doivent être rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte</p>
<p>Constats : La cessation d'activité du site a fait l'objet d'une notification en date du 15 mars 2023.</p> <p>Compte-tenu du contexte de cette cessation, effectuée dans le cadre d'une liquidation judiciaire sèche, la notification a été effectuée par le liquidateur judiciaire désigné, l'étude de Maître Hervé Dechristé.</p> <p>La notification indique le recours prévu à une société spécialisée pour l'évacuation des déchets encore présents sur site.</p> <p>Elle n'indique toutefois aucune mesure prise ou prévue concernant les autres thématiques prescrites.</p> <p>Il est par conséquent proposé de le mettre en demeure de compléter sa notification sur les points manquants.</p> <p>A date de l'inspection, il a été constaté sur site que l'évacuation des déchets n'avait pas encore été effectuée (leur caractérisation était encore en cours par des sociétés spécialisées consultées).</p> <p>L'accès véhicules du site est bien interdit par un portail efficace fermé (en dehors des périodes de ventes aux enchères), mais un accès piéton reste possible par les voies SNCF voisines, en l'absence de grillage sur toute la partie Ouest du site.</p>

Des citernes, cubitainers et big bags contenant des produits dangereux et polluants ou des produits encore non identifiés sont encore présents.
Le diagnostic de la pollution des sols du site n'avait pas débuté.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mémoire de réhabilitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/08/2021, article R. 512-39-3
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet <u>dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif</u> un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées. Le mémoire comporte notamment :</p> <p>1° Le diagnostic défini à l'article R. 556-2 ;</p> <p>2° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>3° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion des milieux ;</p> <p>b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ;</p> <p>c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>[...]</p> <p>Les mesures de gestion des milieux comprennent au minimum, notamment pour les sols et les eaux souterraines, le traitement des sources de pollution et des pollutions concentrées.</p> <p>Les mesures de gestion sont appréciées au regard des usages constatés ou déterminés pour les terrains concernés, ainsi que de l'efficacité des techniques disponibles dans des conditions économiquement acceptables justifiées sur la base d'un bilan des coûts et des avantages.</p> <p>Pour toute réhabilitation, les mesures de gestion permettent un usage du site au moins comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs [...].</p> <p>Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. [...]</p>

Constats :

Au sens de cet article, il est considéré comme date de mise à l'arrêt définitif du site celle du jugement plaçant l'exploitant en liquidation sèche, soit la date du 6 mars 2023.

Le liquidateur judiciaire de la société Franz Kaminski France a qualité d'exploitant.

A date de la visite, soit moins de 6 mois après la mise à l'arrêt, le mémoire de réhabilitation n'a pas été transmis. Il devra l'être avant le 6 septembre 2023.

Compte tenu de l'activité passée de ce site, l'inspection des installations classées précise qu'il sera notamment attendu du diagnostic des sols :

- qu'il recherche a minima l'ensemble des substances dont le traitement était autorisé sur le site (définies à l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral de régularisation du 03/11/2009) et susceptibles d'avoir atteint les sols, ainsi que leurs produits de dégradation dangereux ;
- qu'il porte a minima sur la zone étanche utilisée pour la vidange des citernes de produits liquides, sur les abords de la torchère (zone de retombée possible de résidus en cas de dysfonctionnement de la torchère ou de combustion incomplète), le local de stockage des produits de peinture, les fosses de travail en intérieur du bâtiment et sur les zones de stockage extérieures des contenants de déchets et produits de vidange.

Ces zones sont reportées en annexe pour indication non exhaustive, d'après les connaissances de l'inspection des installations classées.

Compte tenu des constats effectués lors de l'inspection (détaillés plus loin) concernant 3 zones de déversements sauvage de produits liquides, le diagnostic des sols devra également porter sur ces 3 zones, et rechercher l'ensemble des substances liquides présentes sur le site depuis le 6 mars 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : Le liquidateur judiciaire a admis ne pas opérer de surveillance du site lors des opérations de vente des équipements, alors même que celles-ci comportent des opérations de manipulation de produits chimiques dangereux. Ces opérations s'apparentant manifestement à une exploitation et présentent des risques d'exposition des personnes et de pollution des sols. Ce défaut de surveillance, sur un site comportant encore des quantités importantes de produits dangereux, serait à l'origine des pollutions relevées au constat précédent. Suite à ces constats, la représentante du liquidateur judiciaire en charge de ce site a affirmé, par mail à l'inspection des installations classées, avoir des mesures volontaires de restriction d'accès au site. L'imposition de mesures d'urgence n'est par conséquent plus nécessaire. Toutefois, suite à ce constat de non-conformité, une mise en demeure reste justifiée et est par conséquent proposée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 jours

N° 4 : Prévention des déversements de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection du site, une très forte odeur d'ammoniac était présente en 3 points du site, sans origine détectable.</p> <p>En ces 3 points, la végétation présentait également des anomalies et des traces de brûlure cohérentes avec un déversement localisé de produits chimiques. Sur la zone n°1 (identifiée en annexe au présent rapport), une Renouée du Japon (espèce invasive et très résistante) présentait aussi ces traces de brûlure chimique, ce qui laisse penser que les déversements ont impliqué des produits particulièrement corrosifs.</p> <p>L'exploitant a déclaré que cette odeur n'était pas présente lors de sa dernière visite du site, un mois auparavant, et que des acheteurs de citernes du site avaient récemment procédé à un transvasement d'eau ammoniacale vers des contenants mobiles. Ces opérations auraient été menées dans le cadre d'une vente aux enchères des équipements du site, sans surveillance du liquidateur devenu responsable du site. Ces opérations sont susceptibles de s'être accompagnées de déversements sauvages (en l'absence de contenants libres de capacité équivalente à la citerne à vidanger).</p> <p>De tels déversements peuvent amener à des risques de création d'atmosphère explosive et/ou d'exposition des personnes fréquentant le site à des vapeurs concentrées.</p> <p>Il est noté que d'autres produits liquides dangereux étaient présents sur le site lors de la vente, et qu'il ne peut être exclu que les déversements aient concerné d'autres de ces produits, moins odorants que l'ammoniac.</p> <p>Le site étant situé en bord de Marne, de telles pollutions des sols seraient alors susceptibles d'atteindre rapidement les eaux de surface.</p> <p>Comme indiqué au constat précédent, suite à ces constats, la représentante du liquidateur judiciaire en charge de ce site a affirmé, par mail à l'inspection des installations classées, avoir des mesures volontaires de restriction d'accès au site. L'imposition de mesures d'urgence n'est par conséquent plus nécessaire.</p> <p>Toutefois, suite à ce constat de non-conformité, une mise en demeure reste justifiée et est par conséquent proposée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 jours

N° 5 : Vidange des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/11/2009, article 7.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, Protection des sols
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.</p> <p><u>Note :</u> <i>L'article 4.3.10 du même arrêté prescrit que "Les eaux pluviales et eaux d'épreuves hydrauliques polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées."</i></p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que 2 rétentions contenant 4 fûts de produits polluants étaient présentes à l'extérieur du site, exposées aux eaux météoriques.</p> <p>Ces rétentions étaient déjà presque pleines d'une eau présentant des traces visibles de pollution, et présentaient un risque de débordement sur un sol non étanche.</p> <p>Il en était de même de la zone de nettoyage des citernes, étanche et non couverte sur sa totalité.</p> <p>Celle-ci présentait des eaux visiblement polluées et est susceptible de déborder par accumulation d'eaux pluviales vers un sol non étanche, voire vers la Marne, directement proche de cette aire.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 7 jours

Annexe 1 : Planche photographique

Secteur à forte odeur d'ammoniac – Zone 1	Secteur à forte odeur d'ammoniac – Zone 2
 <p>Végétation brûlée (y compris Renouée du Japon) et très forte odeur (secteur de stockage des contenants situé derrière le local rendu inaccessible par les vapeurs de NH_3)</p>	 <p>Végétation localement brûlée</p>
Secteur à forte odeur d'ammoniac – Zone 3	
 <p>Distinction visible de l'état de la végétation entre coté gauche (brûlé) et droit (non brûlé) du rail</p>	 <p>Etendue de la zone 3</p>
Accumulation d'eau souillée sur l'aire étanche de lavage des citernes	



Zone en partie non protégée des eaux pluviales



Fûts brûlés sur rétentions presque pleines et non protégées des eaux pluviales



Exemples de déchets restant à évacuer



Probables résidus de rouille
(décapage de wagons)



Citernes
(dont certaines pleines de produit bitumineux)



Déchets de produits et peintures



Déchets de produits et peintures



Déchets identifiés comme amiantés



Déchets de bois et traverses

Annexe 2 : Localisation des points d'intérêt dans le cadre du diagnostic des sols à réaliser

